

Les exclus et les rentiers

Trois millions et demi de Français sont officiellement au chômage, plus de la moitié d'entre eux depuis plus de six mois, leurs allocations et leur employabilité diminuant corrélativement. *Que peuvent-ils aujourd'hui espérer ?*

Se trouver rayés des comptes de l'ANPE, voire être retirés de la population active, par exemple au travers du dispositif de pré-retraites comme le sont déjà quelque 460 000 personnes ? Rejoindre les 350 000 stages de formation ou accéder aux quelque 400 000 emplois aidés ?

Une étude du Commissariat Général du Plan¹ révèle que, en réalité, quelque sept millions de personnes seraient déjà touchées par ce fléau national si l'on tenait compte, outre des sus-nommées, des 250 000 travailleurs officiellement découragés (combien de millions le sont-ils officieusement ?) et du million et demi qui travaillent à temps réduit sans l'avoir choisi.

À moins que, relégués en marge de la société, ils se satisfassent, comme déjà quelque six millions de Français, de minima sociaux que le Premier ministre, à juste titre, refuse d'augmenter de sorte que l'assistance publique ne vienne pas concurrencer les emplois faiblement rémunérés.

RMI ou SMIC ? Reconnaissons que l'alternative pour beaucoup de gens est bien réelle mais qu'aucune des deux voies n'est vraiment satisfaisante.

Un tiers de la population française est en emploi. Sur ces quelque vingt millions d'inclus, environ sept millions disposent vraisemblablement d'un emploi à vie. Une rente ! Bref sept millions ici et sept millions là. Les uns supportant de plein fouet la montée de la précarité ; les autres vivant à l'abri...

Il ne s'agit pas de dresser les uns contre les autres ni de prôner un libéralisme sauvage en pensant que les libres mécanismes du marché à eux-seuls permettraient une régulation harmonieuse. Entre les gens qui se plaignent d'être surmenés et ceux qui souffrent d'oisiveté, entre ceux qui se plaignent d'un prélèvement excessif et ceux qui vivent de l'assistance publique, l'écart ne peut que choquer. Décourager les plus entreprenants et désespérer les plus démunis.

On comprend en conséquence qu'il soit tentant de proclamer qu'il faut travailler moins pour travailler tous. En gros, partager la pénurie. C'est sans doute l'objectif poursuivi par la politique de réduction autoritaire du temps de travail qui, appli-

1. Commissariat Général du Plan. *Chômage, le cas français*. Mai 1997. Les chiffres ici cités sont relatifs à l'année 1996.

quée de manière mécanique, sans réorganisation, risque toutefois de renforcer la tendance au repli plutôt que celle au redéploiement.

Il faut donc aller plus loin et s'y prendre autrement. Cela passe d'abord par le fait de reconnaître que le chômage et le sous-emploi ne sont pas des fatalités mais la conséquence directe d'une politique ; pire, d'une dynamique d'ensemble, celle d'une société crispée sur des schémas dépassés.

Soyons sérieux. Ce ne sont pas la mondialisation et les nouvelles technologies qui créent le chômage. C'est le jeu pervers d'acteurs campés sur leurs habitudes et leurs privilèges qui refusent de s'adapter.

Les Américains ont créé 37 millions d'emplois entre 1975 et 1995 ; les cinq principaux pays européens n'en ont créé que 2,4 millions. Les Américains ont fait de l'ajustement par les salaires ; les Européens, par le sous-emploi, en retardant l'entrée dans la vie professionnelle des jeunes, en développant les pré-retraites, en entretenant un sous-emploi endémique même pour les gens de 30 à 49 ans.

Entre 1978 et 1994, le salaire moyen en France a augmenté de 20 % — ceux qui avaient déjà un emploi gagnent toujours plus² — et le nombre d'emplois salariés n'a augmenté que de 4 %. Durant la même période, le salaire moyen aux États-Unis n'a augmenté que de 5 % mais le nombre d'emplois, lui, a augmenté de 37 %.

Le contraste n'est pas seulement saisissant entre les États-Unis et l'Europe. Il l'est aussi au sein des pays de l'Union européenne. Le chômage touche 6 % de la population active aux Pays-Bas et 4 % en Autriche tandis qu'il atteint plus de 12 % en France et 22 % en Espagne. Il y a donc au sein même de la Communauté européenne différentes manières de s'adapter. Cela ne dépend pas seulement du gouvernement, du patronat et des syndicats mais de la société tout entière qui, en France, est trop rigide, manque de plasticité.

N'en concluons pas trop vite que les Pays-Bas sont l'avenir de la France, que l'Autriche ou le Danemark ont trouvé la panacée. Mais ils ont, les uns comme les autres, accepté de remettre en cause bien des habitudes, y compris les privilèges des mieux nantis.

Manifestement, nous n'en prenons pas le chemin en France et, en attendant un hypothétique choc salutaire, notre société s'enlise dans la désespérance. Les jeunes ne s'y trompent pas : les plus privilégiés ou bien s'en vont ou bien se mettent en marge ; les moins favorisés se débrouillent à la marge, plus ou moins bien, plutôt gentiment, au prix certes de quelques « incivilités » qui ne font qu'attiser davantage cette étrange atmosphère de défiance et de crainte qui petit à petit sape tous les ressorts de la société.

Hugues de Jouvenel

2. Reconnaissons que le salaire moyen est une notion statistique qui ne rend pas compte de l'augmentation très sensible des inégalités.